

## Une toilette publique autonettoyante bientôt installée dans le centre-ville

Réclamée par de nombreux habitants, une première toilette publique va faire son apparition dans le centre de Soignies. La Ville vient d'obtenir son permis d'urbanisme et les travaux sont prévus dès la fin du mois d'août.



© LTJ.C.

Les Soigniens de passage dans le centre-ville pourront bientôt se soulager sans devoir nécessairement pousser la porte d'un café : depuis quelques mois, la Ville a pour projet d'installer une toilette publique ; elle a récemment obtenu le feu vert. « C'était une demande importante de la part des citoyens ».

bienne Winckel (PS). Un besoin pressant ne se contrôle pas et découle parfois d'une condition médicale. Si l'ONU considère l'accès aux toilettes

la pratique, en Belgique et particulièrement dans les villes de plus petite taille et à la campagne, ce n'est pas toujours évident. On répond donc à un

La cabine prendra place sur la petite placette située entre le centre culturel Victor Jara et la rue des Orphelins, en plein cœur du centre-ville, tout en restant dans un espace relativement discret. Le permis d'urbanisme a été délivré le 16 juillet dernier.

### DÉBUT OCTOBRE

Particularité : « Il s'agira d'une toilette autonettoyante », souligne la bourgmestre, avec un système qui fonctionnera après chaque utilisation. « On va passer aussi par une entreprise privée pour venir de temps en temps nettoyer ». La bour-

même au civisme : « Il compte vraiment sur le respect des gens pour permettre à ce qui en ont besoin de l'utiliser dans de bonnes conditions. » Fin août ou début septembre les équipes communales prépareront le terrain avec la pose d'une dalle en béton de l'évacuation. Les travaux suivront, avant l'installation de la toilette publique début octobre. Le projet représente un investissement de 80.120 €. La Ville a obtenu en 2022, une subvention de 66.418,60 euros de la Région wallonne.

## Soignies internationale monument

par Thomas Catteau

Soignies



SOIGNIES

Ainsi, en 2021, 26.348 Bruxellois avaient bénéficié d'un plan de paiement contre 19.280 l'année précédente (+ 36,66%). En 2023, la hausse atteignait 26,73%, 12,71% en 2024 et 10,76% l'année passée. 42.061 propriétaires bruxellois ont bénéficié d'un tel plan.

■ En 4 fois à Bruxelles, 12 fois en Wallonie

## De gros changements dans les comités de Soignies Sports

L'organisation interne va profondément changer du côté de Soignies, et cela a déjà commencé depuis plusieurs semaines. Un nouveau modèle qui s'orchestre déjà avant la montée en D3 FFA.

### TAXES

À Bruxelles, près d'un propriétaire sur cinq a demandé un plan de paiement l'an dernier. Depuis le début du mois de juillet 2026, le nombre de demandes a explosé de 36%.

Les avertissements extraits de rôle pleuvent dans les boîtes aux lettres depuis le début d'un été caniculaire. Mais pour de nombreux propriétaires, c'est la douche

disse (+10,35%). À Bruxelles, Saint-Josse-ten-Noode frappe le plus fort avec une hausse de plus de 20,42%, devant Koekelberg (+25,88%), Ganshoren (+19,75%), Auderghem

NAAST

## La ferme du Château se relève de l'incendie et



Une liqueur, un spritz et un gin à la fraise. © David Claes

cools à base de fraises issues de sa production, en collat avec la distillerie Plus Outre, à Binche.

LORE THOUVENIN

Quelques jours après l'incendie qui a détruit un hangar de la Ferme du Château, à Naast, emporté avec lui du fourrage et du matériel agricole coûteux, Ghislain Waymbergh a lancé de nouveaux produits plutôt inhabituels pour une exploitation agricole. C'est

avec « un genou à terre mais le regard droit sur l'horizon, toujours déterminé que nous vous présentons nos 3 bébés de la saison : une liqueur, un spritz et un gin à la fraise. » Un timing qui relève « du pur hasard », puisque le projet était dans les cartons depuis bien avant le sinistre, mais qui est plus que bienvenu. « Il y avait un regard sur nous, et j'avais justement la

de Binche. Les fraises sont l'alcool. « Ils macèrent pe maines, puis de la distilla adapté le n'épices, etc. »

■ UN REGAIN DE FRÉQUENTATION De cette production sont s

Soignies Sports. En les choses se sont faites, petit à petit, depuis le début d'année, pour en arriver aujourd'hui à une toute nouvelle organisation qui n'est encore qu'à ses balbutiements mais s'avère nécessaire selon David Delfière, président du club. « Une reorganisation interne était nécessaire car nous n'étions que trois ou quatre dans le comité », résume celui qui a gardé pas mal de casquettes au sein des instances du football belge. Vice-président national du Conseil Supérieur, membre du Conseil Supérieur FFA.



## DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN



LA GAZETTE NOUVELLE

La Libre BELGIQUE

DH LES SPORTS+

LE SOIR

ACTV ANTENNE CENTRE TELEVISION

# Revue de presse du vendredi 28 août 2026



# Phobie scolaire: "On a déjà des demandes à la rentrée"

## ENSEIGNEMENT

Vomissements, perte de sommeil, stress sont autant de signes qui doivent alerter. Les spécialistes appellent à la vigilance.

**L**es cours ont repris depuis quelques jours seulement que les pédopsychologues reçoivent déjà des enfants en détresse. "On a déjà des demandes de manière préventive pour des enfants qui se faisaient harceler l'année précédente", note Valentine Anciaux.

Pour les élèves victimes de harcèlement, la rentrée va souvent de pair avec un retour traumatisant. "C'est comme des soldats qu'on retire du champ de bataille pour retourner dans un environnement plus apaisé et à qui on annonce que le lendemain, ils retournent au front. Les renvoyer, c'est pire", compare David Plisnier, coordinateur du Centre de Référence et Intervention Harcèlement (CRIH). "Il faut avoir une vigilance particulière et ne surtout pas banaliser quand un enfant

confie qu'il craint le retour en classe. Il ne faut pas toujours imaginer des cas dramatiques de harcèlement mais c'est le symptôme que ça le met dans un état d'anxiété, de stress et d'angoisse. On a un petit garçon qui n'arrêtait pas de vomir et qui ne dormait plus trois jours avant la rentrée."

**"C'est comme renvoyer des soldats au front."**

C'est pareil pour la phobie scolaire. "Elle va se manifester le dimanche soir, au retour des vacances scolaires. Beaucoup d'enfants sont en situation de harcèlement mais c'est aussi lié à la problématique de performance et de pression à l'école", précise Marie Lecomte, thérapeute spécialisée harcèlement scolaire. "L'enfant est

en apnée et tient jusqu'à ce que son corps craque."

### Plus intense et plus d'armes

L'avènement des réseaux sociaux a eu pour conséquence de ne plus cantonner le harcèlement à l'école. Une fois que la cloche sonne la fin des cours, le calvaire se poursuit en ligne. "Le harceleur a davantage d'armes", résume Valentine Anciaux. "La victime meurt de l'intérieur petit à petit et ne sait pas comment s'en sortir. C'est terriblement angoissant et psychologiquement insoutenable."

Le cyberharcèlement apporte une nouvelle dimension et représente un réel défi. "Avant Internet et les réseaux sociaux, l'enfant était harcelé huit heures par jour et quand il était à la maison, il avait du temps pour recharger ses batteries. Maintenant, avec cette technologie, il n'y a plus aucun moment de sécurité. La résistance va s'effriter beaucoup plus vite. La capacité de résistance n'est plus la même

qu'il y a 20 ans", analyse David Plisnier.

### Pic des interventions à la Toussaint

Les nouvelles victimes de harcèlement scolaire vont rarement apparaître en début d'année. La dynamique de groupe n'est pas encore créée. "On est dans une période d'observation. Le pic des demandes se fait vers octobre, avant ou après la Toussaint", indique Marie Lecomte qui constate que la phobie scolaire s'est vraiment mise en place après le Covid quand les enfants ont découvert la possibilité de ne plus aller à l'école. "Il existe au départ une fragilité dans laquelle le

harceleur va s'infiltrer. Le carburant est la souffrance et le plaisir que cela procure au harceleur."

Une fois les habitudes relationnelles fixées, les faits de harcèlement montent en puissance à la Toussaint pour atteindre un plateau jusqu'à Pâques avec une légère accalmie en fin d'année scolaire. La prévention est bien installée en primaire mais les spécialistes estiment que cela pêche encore en secondaire. Or c'est la période où l'élève est en construction. "L'important est de garder le lien et de montrer une ouverture sur tous les sujets", recommande Valentine Anciaux.

Zhen-Zhen Zveny



**DAVID PLISNIER**  
COORDINATEUR DU CRIH

**"Des enfants se scarifient dès le milieu des primaires!"**

Quand le mal-être n'est pas détecté et pris en charge à temps, l'enfant peut en venir à commettre l'irréparable. Une adolescente de 14 ans, victime de harcèlement scolaire, s'est suicidée.



**DAVID PLISNIER**  
COORDINATEUR DU CRIH

## “Des enfants se scarifient dès le milieu des primaires !”

Quand le mal-être n'est pas détecté et pris en charge à temps, l'enfant peut en venir à commettre l'irréparable. Une adolescente de 14 ans, victime de harcèlement scolaire et de cyberharcèlement, s'est suicidée à l'approche de la rentrée. Cette tragédie rappelle les conséquences dramatiquement extrême du phénomène : mettre fin à ses jours est vu comme la dernière solution pour stopper le calvaire. *“Il y en a de plus en plus et de plus en plus régulièrement des jeunes qui pensent au suicide. Il y a eu pas mal de suicides qui ont abouti”*, constate David Plisnier, coordinateur du Centre de Référence et Intervention Harcèlement (CRIH). *“Les scarifications et l'automutilation, étape qui précède le suicide, se manifestent de plus en plus tôt, dès le milieu des primaires !”*

Si les situations de harcèlement et de phobie scolaires sont détectées de manière plus précoce, les psychologues et autres spécialistes sont encore contactés pour une prise en charge tardive. *“On perd énormément de temps. Parfois cinq-six solutions ont échoué comme garder la victime en classe pendant la récréation ou faire une médiation de harcèlement en cas de doute. Or au plus tôt on nous contacte, plus facilement on peut résoudre la situation. Parfois en une semaine, cela peut être réglé”*, déplore David Plisnier. *“On voit des passages à l'acte chez les personnes harcelées en quelques semaines là où il fallait plusieurs mois avant.”*

Zhen-Zhen Zveny

# Deux chantiers simultanés inquiètent l'opposition, la majorité assume ses choix

## JURBISE

Le groupe Alternative Citoyenne craint l'impact de ces chantiers sur la mobilité.

**D**eux chantiers d'envergure doivent débiter simultanément à Jurbise à partir du 7 septembre: la sécurisation du carrefour du Dragon d'une part, et des travaux au pont situé à proximité de la gare d'Erbisœul d'autre part. Une concomitance qui inquiète le groupe d'opposition Alternative Citoyenne, qui a interpellé la majorité à ce sujet lors du conseil communal.

Le groupe souhaitait notamment savoir si un phasage des différents travaux était envisageable. À défaut, Alternative Citoyenne demandait la mise en place d'un plan de mobilité coordonné entre Infrabel et la Région wallonne, et sa communication aux citoyens. Le pont d'Erbisœul nécessite une intervention urgente en raison de problèmes d'infiltration, tandis que les travaux du carrefour du Dragon sont attendus depuis plusieurs années.

Un choix assumé par la majorité. "Lorsque le SPW a donné une fenêtre de planifi-

cation, nous l'avons saisie", explique Stéphanie Hotton, bourgmestre faisant fonction. "Leur réalisation en parallèle permettra d'éviter de prolonger les perturbations sur une période encore plus longue si ces chantiers avaient été réalisés non pas simultanément mais successivement."

Le SPW a prévu plusieurs phases pour organiser la circulation durant le chantier du carrefour du Dragon. Les détails du phasage et des déviations doivent être présentés lors de la réunion d'information organisée le 2 septembre. Mais pour Alternative Citoyenne, cela ne suffit pas à répondre à la question de la coordination globale. "Il ne semble donc pas y avoir d'approche concertée entre la commune, Infrabel et le SPW, ce qui nous paraît aberrant", estime le groupe.

### Des propositions formulées

L'opposition a formulé plusieurs propositions, notamment s'assurer que les travaux au carrefour de la Violette, au carrefour de

Nimy, soient terminés avant le lancement du chantier du Dragon. "Garder les deux chantiers simultanément va fortement impacter la circulation vers Mons", avance-t-elle.

**"Il ne semble pas y avoir d'approche concertée entre la commune, Infrabel et le SPW."**

Alternative Citoyenne suggère également de réfléchir aux moyens d'éviter que les déviations ne reportent une partie du trafic dans des rues inadaptées, notamment via les applications de navigation. Le groupe propose encore une concertation avec Pairi Daiza et la zone de police afin de conseiller aux visiteurs du parc de ne pas emprunter la N56 traversant Jurbise, ainsi qu'une communication aux habitants via un toutes-boîtes.

La majorité rappelle pour sa part que les plans de circulation sont prévus par les opérateurs concernés. "Infrabel a planifié les travaux de réparation et mis en place un plan de circulation adapté pendant la durée du chantier", indique Stéphanie Hotton. La com-

mune assure qu'elle relayera les informations concernant les travaux et les différentes phases de circulation, tout en rappelant qu'elle "n'est pas gestionnaire des chantiers". Le respect du Code de la route et des limitations de vitesse sera également rappelé sur les voiries concernées par les déviations.

Une réunion d'information est programmée ce mercredi 2 septembre à 19 heures à la salle Jacques Galant. Alternative Citoyenne espère qu'elle permettra d'aborder l'ensemble des chantiers prévus et les préoccupations des habitants, et pas uniquement le carrefour du Dragon.

Emeline Berlier

## Quatre mois de chantier sur le pont infrabel au Chemin du Prince

**ERBISOEUL** Les automobilistes devront prendre leur mal en patience à Erbisœul. À partir du lundi 14 septembre, Infrabel entamera des travaux sur le pont situé Chemin du Prince. Le chantier doit permettre de renouveler la chape d'étanchéité de l'ouvrage. Cette intervention vise à empêcher les infiltrations d'eau, qui peuvent notamment dégrader les bétons, et à garantir la sécurité ainsi que la continuité du trafic ferroviaire et routier.

La conséquence sera directe pour les automobilistes: le pont sera entièrement fermé à la circulation routière pendant toute la durée du chantier, soit jusqu'au vendredi 29 janvier 2027. Un itinéraire de déviation sera mis en place en concertation avec les autorités locales. Les piétons pourront, eux, continuer à traverser le pont durant les travaux.

Le chantier se déroulera en semaine, du lundi au vendredi, de 7 heures à 16 heures. Infrabel prévient également de possibles nuisances sonores liées à l'utilisation d'engins et d'outils de chantier, ainsi que de la présence et de la circulation de véhicules et de personnel aux abords du chantier.

### Entretenir pour éviter les dégradations

Cette intervention s'inscrit plus largement dans les opé-

rations d'entretien et de modernisation menées par Infrabel sur le réseau ferroviaire. *"L'entretien de l'infrastructure ferroviaire vise à garantir sa performance. 365 jours par an, nos équipes sont en action pour garantir la sécurité du trafic des trains"*, rappelle l'entreprise. *"Cela comprend des inspections régulières ou de la maintenance préventive, comme le remplacement de rails, la vérification des systèmes de signalisation, l'entretien des passages à niveau..."*

Infrabel mène également des opérations de modernisation, *"de la construction de nouveaux ponts à l'implémentation des dernières technologies en vue de sécuriser la circulation des convois."* Certaines interventions sont réalisées de nuit, lorsque la circulation des trains est moins importante. *"Moins de trains circulent et cela limite l'impact sur le trafic. Mais plus encore, l'absence de convoi améliore la sécurité des équipes présentes sur les voies en diminuant le risque d'accident"*, explique le gestionnaire, qui rappelle qu'*"un réseau bien entretenu améliore aussi le confort des riverains aux passages des trains!"*

**Emeline Berlier**

# Des mesures pour limiter les nuisances et des analyses de bruit en cours

FELUY

Les dernières activations des torchères chez Total avaient suscité des inquiétudes. Le DPC a contacté l'entreprise.

**D**es nuisances sonores et une importante colonne de fumée noire dans le ciel... Ces derniers mois, l'entreprise TotalEnergies a dû activer ses torchères à plusieurs reprises. De quoi susciter de nombreuses inquiétudes chez les riverains du zoning de Feluy.

**“Total va prendre des mesures pour corriger le problème.”**

Pourtant, le mécanisme fait partie d'un dispositif de sécurité qui permet, comme le rappelait le ministre Coppieters en commission parlementaire en juillet dernier, *“l'évacuation et la combustion contrôlée de gaz lorsque les conditions d'exploitation ne permettent plus leur traitement normal au sein des unités de production.”*

Voilà pour la théorie. Dans la pratique, chaque épisode inquiète. Et ils se sont multipliés ces derniers mois. Si bien que les

communes d'Écaussinnes et de Seneffe ont annoncé la mise en place, au premier semestre 2027, de capteurs destinés à mesurer la qualité de l'air.

De son côté, même si l'activation des torchères est encadrée par le permis d'exploitation de TotalEnergies, le Département de la Police et des Contrôles

avait annoncé vouloir faire la lumière sur les derniers incidents. L'organisme qui relève du SPW Environnement avait ainsi annoncé vouloir prendre contact avec l'entreprise pour voir s'il était possible de limiter la fréquence des épisodes et leur impact. *“Cette prise de contact a permis de déterminer l'origine des fumées”,* nous indique le porte-parole du SPW. *“Total va prendre des mesures pour corriger le problème à l'origine.”*

Mardi, l'entreprise a publié un bref communiqué

sur son site Internet où elle reconnaît le caractère exceptionnel des derniers épisodes et présente ses excuses pour les nuisances. *“Les inspections réalisées ont permis d'identifier des dégradations sur les équipements d'injection de vapeur des têtes des deux torchères”,* indique TotalEnergies. *“Une équipe multidisciplinaire a été mobilisée afin d'analyser les moyens de minimiser les nuisances en vue des réparations nécessaires. Ces interventions, techniquement complexes, nécessitent*

*une préparation approfondie, des équipements spécialisés et l'intervention d'experts qualifiés afin de garantir leur réalisation dans les meilleures conditions de sécurité.”*

## ■ Analyses de bruit

L'entreprise indique avoir déjà pris des mesures pour limiter les incidents: *“D'ores et déjà, nous avons adapté nos modalités d'exploitation et plusieurs mesures ont déjà été mises en œuvre pour limiter autant que possible le recours à la torchère. Certaines unités sont également exploitées selon des modalités plus conservatives dans l'attente des réparations.”*

Par ailleurs, si les autorités communales s'inquiètent de la qualité de l'air, le DPC pense, lui, aux oreilles des riverains. *“Des mesures de bruit sont en cours”,* poursuit le porte-parole du SPW. *“Elles nécessiteront une évaluation au terme du processus. Ce type de mesure suit toujours un protocole particulier pour s'assurer qu'elles sont bien réalisées en fonction de toute une série de critères: vents dominants, axes, etc. Ça prend toujours un peu de temps, mais c'est en cours.”*



■ Ces derniers mois, l'entreprise a dû activer ses torchères à plusieurs reprises. © JEAN-LUC FLEMAL

Grégoire Laliou



# VOTRE PRÉCOMPTE IMMOBILIER VA VOUS COÛTER PLUS CHER CETTE ANNÉE, SURTOUT DANS DEUX COMMUNES

L'indexation du revenu cadastral entraîne une hausse générale en 2026. Mais l'augmentation est plus marquée dans deux communes du Centre. Certains ménages risquent d'être surpris. On fait le point avec les montants commune par commune.

## EVOLUTION DES CENTIMES ADDITIONNELS AU PRÉCOMPTE IMMOBILIER

| COMMUNE         | 2025 | 2026 |
|-----------------|------|------|
| La Louvière     | 2850 | 3200 |
| Binche          | 3000 | 3000 |
| Estinnes        | 2800 | 2800 |
| Morlanwelz      | 2750 | 3000 |
| Enghien         | 2570 | 2570 |
| Chapelle        | 2850 | 2850 |
| Braine-le-Comte | 2900 | 2900 |
| Le Roeulx       | 2700 | 2700 |
| Soignies        | 2800 | 2800 |
| Ecaussinnes     | 2840 | 2840 |
| Seneffe         | 2800 | 2800 |
| Manage          | 3000 | 3000 |

JOHANNE TINCK ET N.E

**D**epuis le mois de juillet, de nombreux propriétaires de la région du Centre découvrent leur précompte immobilier 2026. Les avertissements-extraits de rôle sont envoyés progressivement par le SPW Finances entre juillet et octobre, à raison d'environ 200.000 par semaine. Tout le monde ne reçoit donc pas sa facture au même moment, même au sein d'une même commune. Le délai pour la payer est de deux mois à compter de la date d'envoi. Et cette année, à situation cadastrale identique et hors éventuelles réductions, la facture est en hausse. Cela ne signifie pourtant pas forcément que votre commune a décidé d'augmenter les impôts. Concrètement, le précompte immobilier est calculé à partir du revenu cadastral du bien (valeur locative fictive attribuée à un bien immobilier, NDLR) qui

est indexé chaque année. En 2025, le coefficient d'indexation était de 2,2446. En 2026, il passe à 2,3, soit une pro-

**La Louvière et Morlanwelz ont décidé d'augmenter leurs centimes additionnels en 2026**

gression de 2,47 %. Cette hausse se répercute automatiquement sur le précompte et donc sur le montant de votre facture.

### PAS DE HAUSSE EN 2026 DANS DIX DES DOUZE COMMUNES !

En plus, en Wallonie, un taux régional de 1,25 % est appliqué au revenu cadastral indexé. Viennent ensuite les centimes additionnels de la province et de la commune. Le Hainaut a conservé ses 1.895 centimes additionnels entre 2025 et 2026. Dans 10 des 12 communes du Centre, les centimes communaux

n'ont pas non plus augmenté cette année. L'augmentation de la facture provient donc essentiellement de l'indexation. Prenons l'exemple de Manage, où le taux communal reste fixé à 3000 centimes. Pour une habitation dont le revenu cadastral non indexé est de 1.000 euros, le précompte brut théorique passe d'environ 1400 € en 2025 à 1.434 € en 2026, soit quelque 34 € supplémentaires.

#### **UNE HAUSSE GLOBALE DE 9,85 % À LA LOUVIÈRE !**

D'après les chiffres de l'Union des villes et communes, 25 communes wallonnes, dont deux entités du Centre, échappent toutefois à cette règle. Il s'agit de Morlanwelz et de La Louvière.

Elles ont toutes les deux décidé d'augmenter leurs centimes additionnels en 2026. L'effet de cette décision communale vient donc s'ajouter à celui de l'indexation. À La Louvière, le taux est passé de 2.850 à 3200 centimes. L'augmentation « totale » avec l'indexation est ainsi de 9,85 %. Il s'agit désormais des centimes additionnels les plus élevés de la région du Centre alors qu'auparavant c'est la commune de Manage qui arrivait en tête avec 3000 ! À Morlanwelz, les centimes additionnels sont passés cette année de 2750 à 3000. C'est Enghien, Ecaussinnes et Le Roeulx qui ont les centimes additionnels les plus bas avec respectivement 2570, 2640 et 2700. ■

## « Nous avons fait le choix de ne pas instaurer d'autres taxes »

**A**ussi paradoxal que cela puisse paraître, la Ville de La Louvière présente l'augmentation comme un moyen de ne pas aller davantage puiser dans le portefeuille des citoyens par d'autres biais.

Certaines communes de la région du Centre ont, par exemple, instauré une taxe sur les égouts.

« Nous avons fait le choix d'augmenter les centimes additionnels au précompte immobilier afin de ne pas instaurer d'autres taxes », explique l'échevin des Finances.

Derrière cette décision se trouve également le mécanisme du Fonds des communes. Selon l'échevin, la Région wallonne souhaitait que le niveau des centimes additionnels influence le montant reçu

par les villes et communes à travers ce fonds.

« Plus une commune demande à ses citoyens, plus elle reçoit. Or, nous travaillons avec une enveloppe fermée. Cela signifie que si La Louvière ne va pas chercher cet argent, une autre commune en bénéficiera », explique-t-il.

La majorité louviéroise a donc préféré relever les centimes additionnels, de 2.850 à 3.200, plutôt que de se priver d'une partie de ces moyens et de devoir compenser par l'instauration d'autres taxes.

L'échevin des Finances tient toutefois à apporter une précision importante concernant le montant global payé par les propriétaires. La hausse observée ne peut pas être imputée dans son intégralité à la Ville de

La Louvière. « Il ne faut pas attribuer l'évolution du montant global au seul pouvoir local », insiste-t-il. D'autres niveaux de pouvoir interviennent en effet dans le montant final. Il souligne notamment que, si aucune augmentation n'est intervenue au niveau du Hainaut entre 2025 et 2026, mais bien précédemment. Il ajoute qu'il faut aussi tenir compte de l'indexation... « Le passage des centimes additionnels louviérois de 2.850 à 3.200 ne se traduit que par une petite partie de l'augmentation globale du montant réclamé aux propriétaires », conclut-il. ■



**Olivier Destrebecq justifie la hausse des centimes additionnels** © D.Claes  
J.T.



Une trentaine de pompiers sont intervenus. © DC

# Quasi 30 pompiers mobilisés pour un hangar en flammes

Un important dispositif de secours a été déployé ce jeudi midi dans un hangar, rue de Ville à Gottignies. Le feu, parti au niveau d'une machine, ne s'est heureusement pas étendu... Pour venir à bout de cet incendie, les hommes du feu ont notamment utilisé un drone et un ventilateur industriel.

**JOHANNE TINCK**

**C'**est aux alentours de 12h45 que les pompiers de la zone Hainaut-Centre ont été appelés pour un incendie survenu dans un hangar situé rue de Ville, à Gottignies. Le feu avait pris dans un hangar, au niveau d'une machine utilisée dans une unité de production d'alimentation pour animaux sous forme de pellets. Face à la nature du sinistre, d'importants moyens ont été engagés. « Nous avons envoyé trois autopompes avec six hommes dans chacune, deux moyens aériens, une auto-échelle et un auto-élévateur, ainsi que quatre citernes », détaille le capitaine Thomas De Paepe, de la zone Hainaut-Centre. Une des citernes a finalement pu être renvoyée à La Louvière. Trois officiers étaient également présents, de même que l'unité spéciale drone.

Cette dernière a notamment permis aux secours d'observer la situation dans le bâtiment en feu et d'établir leur plan d'action. Des hommes venus de Braine-le-Comte, Saint-Ghislain, La Louvière et Mons ont participé à l'intervention. Une équipe spécifiquement chargée du soutien sanitaire des intervenants a, en outre, été déployée. Sa mission : veiller au

bien-être des hommes soumis à une chaleur particulièrement éprouvante.

## AU NIVEAU D'UNE MACHINE

À l'intérieur du bâtiment étaient stockées quelque 15.000 tonnes d'épeautre. Le feu aurait pris au niveau d'une presse à résidus d'épeautre. S'il a généré beaucoup de fumée aux abords du hangar concerné, les pompiers sont parvenus à éviter sa propagation aux autres bâtiments.

Les secours sont intervenus à la fois depuis l'intérieur et par la toiture, notamment à l'aide d'une auto-échelle. La ventilation du bâtiment représentait toutefois une difficulté. « Nous avons créé des orifices afin de ventiler de l'avant vers les exutoires. Nous avons ensuite déployé un ventilateur industriel à pression, qui projette également de l'eau afin de rafraîchir », explique Thomas De Paepe. Une opération particulièrement importante compte tenu des températures atteintes. « Avec la caméra thermique, nous avons pu constater que nous étions à environ 300 degrés. Grâce à l'ouverture vers les exutoires, nous sommes descendus à environ 100 degrés en assez peu de temps. »

Il fallait également tenir



”

**« Avec la caméra thermique, nous avons relevé environ 300 degrés. »**

Capitaine Thomas De Paepe

compte du risque d'effondrement de la structure métallique et protéger les pompiers.

## « TOUT EST PLUS CHAUD »

Une fois l'incendie maîtrisé, les pompiers se sont notamment attachés à protéger l'épeautre stocké dans le bâtiment. Le sinistre est finalement resté limité à un seul hangar.

Cet incendie dans un hangar intervient quelques jours après celui d'un hangar agricole à Thieusies. Pour le capitaine Thomas De Paepe, les fortes chaleurs peuvent jouer un rôle dans ce type de départ de feu. « Tout est plus chaud et tout prend donc plus facilement feu. On le constate même avec les téléphones, qui deviennent parfois noirs avec cette chaleur », conclut-il. ■

## PENSIONS ET ALLOCATIONS

# Le grand risque qui menace les Belges

Les économies du gouvernement fédéral risquent de compliquer le traitement correct et les délais des dossiers de pensions et d'allocations, avertissent syndicats et employeurs.

**L**es partenaires sociaux mettent notamment en garde contre le manque de personnel dans les services publics chargés de faire fonctionner le système de protection sociale, ont rapporté ce jeudi nos confrères

du Morgen.

Les économies réalisées par le gouvernement fédéral touchent la sécurité sociale, mais aussi les institutions chargées de faire fonctionner le filet de sécurité sociale. En raison notamment du gel partiel des recrutements de fonctionnaires fédéraux, certains services manquent de personnel pour mener à bien leurs missions. Il devient ainsi de plus en plus difficile de traiter



Bart De Wever. © News

correctement et dans les délais les dossiers relatifs aux pensions ou aux allocations, avertissent les syndicats et les organisations patronales Unizo et FEB.

Les partenaires sociaux avaient fait parvenir une lettre au Premier ministre Bart De Wever juste avant les vacances parlementaires afin d'attirer son attention sur le problème. Selon De Morgen, ils n'ont pas encore reçu de réponse. ■

# Les raisons pour lesquelles le Wallon a plus souffert des canicules que le Flamand

Même dans un petit pays comme la Belgique, nous ne sommes pas tous égaux face aux canicules. Une étude démontre que les Wallons sont moins bien préparés que les Flamands. Explications.

ROMAIN GOFFINET

La chaleur s'est invitée jusque dans les logements lors des dernières canicules. Et elle n'a pas été ressentie de la même manière partout dans le pays. Près d'un Belge francophone sur deux estime ainsi qu'il faisait « beaucoup trop chaud » chez lui, contre moins d'un Flamand sur trois.

Ces chiffres ressortent d'une enquête menée par PXL-Research, de la Haute École PXL, en collaboration avec Bilendi, auprès de 1.000 adultes belges entre le 14 et le 21 août. L'étude, réalisée à la demande du fabricant de protections solaires Wilms, montre que 82 % des personnes interrogées ont eu trop chaud dans leur logement durant les épisodes de forte chaleur. Pour 40 %, la température était même jugée beaucoup trop élevée. La nuit n'a pas forcément apporté le répit espéré : 70 % des sondés disent encore

avoir souffert de la chaleur au moment de dormir.

## UN ÉCART MARQUÉ

Mais c'est surtout la différence régionale qui interpelle. « Nous constatons que, lors des dernières canicules, la chaleur a été ressentie beaucoup plus fortement en Belgique francophone qu'en

**49 % des francophones ont jugé qu'il faisait trop chaud dans leur logement**

Flandre. Pas moins de 49 % des Belges francophones indiquent qu'il faisait beaucoup trop chaud dans leur logement, contre 32 % des Flamands », explique Inge Ectors, de PXL-Research, auteure de l'étude.

Les habitudes pour tenter de rafraîchir son intérieur diffèrent également. Selon la chercheuse, les habitants de Wallonie et de Bruxelles comptent davantage sur les arbres autour de leur habita-

tion et sur les ventilateurs. En Flandre, protections solaires et climatisation sont plus fréquemment utilisées. Autre constat : les locataires semblent particulièrement exposés. Ils sont 92 % à avoir jugé leur logement trop chaud, contre 79 % des propriétaires. Les solutions adoptées ne sont pas non plus les mêmes. Les propriétaires ont davantage recours à des installations permanentes, tandis que les locataires privilégient des dispositifs temporaires et moins coûteux, comme les ventilateurs ou les toiles placées devant les fenêtres.

Certains improvisent même avec les moyens du bord. « 8 % des locataires tentent de bloquer le soleil en plaçant du papier aluminium devant la fenêtre », relève Wim Lenaers, marketing manager chez Wilms.

## LES MOINS DE 35 ANS

L'âge joue lui aussi un rôle important dans les résultats. Près de six personnes de



Les Belges ont eu chaud. Surtout les Wallons. © Istock

moins de 35 ans sur dix ont estimé que leur logement était beaucoup trop chaud. Chez les 55 ans et plus, elles sont moins de trois sur dix. « Cela représente un écart d'environ 30 points de pourcentage », souligne Inge Ectors. Les équipements pourraient expliquer au moins en partie cette différence : l'étude constate davantage de volets roulants et de protections solaires chez les

plus de 55 ans, tandis que les jeunes utilisent plus souvent des toiles temporaires devant leurs fenêtres.

Globalement, protections solaires et volets roulants arrivent en tête des solutions utilisées par les Belges contre la chaleur, devant les ventilateurs. Suivent la végétation, la climatisation et les installations temporaires comme les toiles ou le papier aluminium. ■

Alors que la P1 Dames comptait quatre équipes du Centre la saison passée, seules Soignies et Estinnes y représenteront la région cette saison. On fait le point avant le coup d'envoi !



Les Sonégiennes partiront avec certaines ambitions. © Christophe Faverly

# Objectif top 5 à Soignies, Estinnes en « découverte »

**S**uite à la montée (et au titre) de la RAAL B la saison dernière, mais aussi avec la rétrogradation de Morlanwelz et la disparition de l'équipe féminine binochoise, la P1 Dames ne compte plus que deux formations du Centre : Soignies, septième la saison dernière dans cette même division, et Estinnes, promue de P2. C'est assez logiquement que Sonégiennes et Estinnoises partiront avec des ambitions quelque peu différentes au moment du coup d'envoi de la saison.

## SOIGNIES COMPTE SE MONTRER PLUS AMBITIEUX

Après une saison jonchée de blessures et d'absences, Soignies s'est constitué un noyau plus conséquent et ses ambitions vont de bon train. « Il y a pas mal de nouvelles joueuses par rapport à l'année passée. Nous avons un groupe qui s'est rajeuni mais qui est encadré par quelques joueuses plus expérimentées. De ce fait, nous espérons faire mieux que la saison dernière, où nous avons terminé à la septième place. Nous visons donc le

top 5, même s'il y a toujours des surprises dans ce championnat », explique Julien Sadin, le coach sonégien. L'entraîneur, qui a donc prolongé son aventure à la tête de l'équipe sonégienne, mise également sur la Coupe pour évoquer une saison réussie : « Nous aimerions faire une belle Coupe. C'est toujours quelque chose de satisfaisant, car c'est une compétition spéciale ».

### LE NOYAU

**Entraîneur :** Julien Sadin.

**Gardiennes :** Anaïs Vandereels, Lucie Cornelis.

**Défenseuses :** Yasmine Houbrix, Chloé Renier, Eva Fiacaprire, Valérie Seutin, Laura Franquet, Margaux Janssens (Neufvilles).

**Milieux :** Camille Michel, Emma Doucy (libre), Sara Blondeau, Margot Denamur, Laury Montée, Zoé Keighel (libre), Justine Mercier, Victoria Vandresse.

**Attaquantes :** Florentine Sergeant, Zélie Folens, Iman Termine (libre), Alice Gilmont, Jeanne Bury (RAEC Mons), Violette Delatte.

## ESTINNES FERA TOUT POUR SE MAINTENIR

Promu de P2, Estinnes découvrira la P1 cette saison.

Une découverte qui impose quelques interrogations, mais le travail réalisé en pré-saison doit servir pour que l'équipe parvienne à se maintenir. « C'est une découverte pour nous. Le niveau sera un peu plus élevé, mais nous essaierons de faire bonne figure. Les filles sont motivées à l'idée d'aborder cette saison. La préparation n'a pas été aussi fluide que l'année dernière, mais je trouve que les joueuses sont bien », explique Olivier Petrone, le coach estinnois.

### LE NOYAU

**Entraîneur :** Olivier Petrone.

**Gardiennne :** Amelys Paque.

**Défenseuses :** Célia Clamot, Coline Flot, Léandra Tomasetti, Célia Van Den Berghe, Flavie Zak, Sarina Infantino, Enola Minnoy, Lina D'Alessandro,

**Milieux :** Chiara Deman (RAAL B), Kelly Demoustier, Alexia Grégoire (Binche), Maureen Sautriaux, Charlotte Verlinden, Claire Anciaux, Léandra Livolsi,

**Attaquantes :** Ségolène Carlier, Léa Gallez, Ellée Brismez, Ines El Moutaouakkil, Manon Stroobant, Mylee Gérin, Pauline Lesoil (Binche).

La Libre BELGIQUE

# “Pour être clair, oui, la question de la grève générale sera posée”

■ Alors que se profile un exercice budgétaire fédéral douloureux, les syndicats fourbissent leurs armes. Marie-Hélène Ska, pour la CSC, et Selena Carbonero Fernandez, pour la FGTB, demandent au gouvernement de refuser la voie de l'austérité.

*“On a besoin de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État.”*

**Marie-Hélène Ska**  
Secrétaire générale de la CSC

Entretiens Laurent Gérard

L'heure de la rentrée politique et sociale a sonné. Et cette rentrée s'annonce corsée, avec un gouvernement De Wever qui entame un exercice budgétaire périlleux et des syndicats aux premières loges. *La Libre* a voulu savoir dans quel état d'esprit se trouvaient les organisations de travailleurs à l'aube de ces difficiles travaux budgétaires.

Si le syndicat libre Synova (ex-CGSLB) préfère attendre que ses instances se soient réunies avant de commenter la rentrée, les secrétaires

générales de la CSC, Marie-Hélène Ska, et de la FGTB, Selena Carbonero Fernandez, interrogées séparément, se montrent plus loquaces. “Nous sommes combattifs, comme toujours”, dit la première, au nom du syndicat chrétien. “Nous ne resterons pas les bras croisés”, répond la seconde, pour le syndicat socialiste.

“Notre point d'attention, c'est le budget qui va arriver, entame Marie-Hélène Ska. Le timing et les contours de l'exercice sont encore flous. Le seul élément sur lequel le gouvernement avait l'air d'être plus ou moins d'accord, avant les vacances en tout cas, c'était sur la hauteur de l'effort à mener, c'est-à-dire 10 mil-

liards d'euros à aller chercher. Avec une vision toujours un peu particulière, disant qu'il faudra équilibrer les efforts. Comme si certains n'en avaient jamais fait. Alors que, depuis un an, le monde du travail a payé plus que largement, à la fois les économies, mais aussi toutes les mesures de flexibilité, de pension, d'annualisation du temps de travail, de dérégulation, etc.”

L'autre côté de l'équation

Selena Carbonero Fernandez appuie: “Ce gouvernement, qui prétend être dans la modernité et le progrès, applique en fait les mêmes recettes depuis toujours, de l'austérité, uniquement de l'austérité, des économies sur le dos des travailleurs, des allocataires sociaux et des services publics. Mais est-ce que pour autant les finances publiques sont assainies? Non. Est-ce que les services publics vont mieux? Non. Les travailleurs ont-ils davantage de sécurité d'emploi, de salaire ou de

meilleures conditions de travail? Non. Ils sont en train de tourner en rond pour le moment. On ne nie pas qu'il existe des difficultés budgétaires, on ne vit pas sur une autre planète, mais on refuse que ces difficultés servent à nouveau à justifier l'austérité. Il faut regarder de l'autre côté de l'équation, et pas uniquement du côté des économies. À un moment donné,

il faut clairement penser aux recettes. En front commun syndical, nous avons déposé un plan pour aller chercher 21 milliards d'euros de recettes, qui permettraient d'établir un certain équilibre et en même temps d'améliorer un peu le pouvoir d'achat des travailleurs.”

“Il faut lever un certain nombre de tabous sur des recettes nouvelles, relance Marie-Hélène Ska, parce qu'on a besoin de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État. D'abord, pour faire tourner aujourd'hui les services publics. Les pompiers manquent de moyens, les prisons manquent de moyens, la justice manque de moyens. Bref, ça crie famine de partout. Ensuite, pour se concentrer sur des enjeux de long terme. Où va l'économie? Comment appuie-t-on sur l'accélérateur dans toutes les transitions qui doivent venir? Il s'agirait de faire autre chose que de gérer, saison après saison, une fois les caprices de la météo, une autre fois la fermeture du détroit d'Ormuz... Gouverner, c'est prévoir. Il est important que l'on retrace des perspectives de long terme dans les-

quelles la population et le monde du travail ont toute leur place.”

Lassitude?

“Gouverner, c'est prévoir, insiste Selena Carbonero Fernandez. Et là, pour le moment, on ne le sent pas. Ils sont sur leur agenda. Ce gouvernement doit lever la tête du guidon et se remettre en question.”

On le comprend, la FGTB et la CSC scruteront les moindres faits et gestes de la majorité Arizona. Mais auront-elles encore l'énergie de réagir face à d'éventuelles nouvelles coupes dans la sécurité sociale ou dans les services publics? La lassitude ne serait-elle pas en train de s'installer dans les rangs syndicaux, à force de multiplier (et de perdre) des combats contre la politique du gouvernement De Wever?

Marie-Hélène Ska: *"Si lassitude il y a, c'est la lassitude d'avoir des dirigeants politiques qui pensent qu'ils ont été élus et qu'ils n'ont donc de*

*comptes à rendre à personne. Une lassitude face à la surdité de personnes que l'on appelle aujourd'hui des responsables politiques, mais dont le terme 'responsables' peut aujourd'hui être questionné sur un certain nombre d'aspects."* Mais cette lassitude ne risque-t-elle pas de se transformer en démobilisation? *"Je ne crois pas, rétorque la syndicaliste*

*chrétienne. Nous ne nous résignons pas à une forme d'indifférence du monde politique par rapport aux conditions de travail."*

Selena Carbonero Fernandez ne le pense pas non plus. *"C'est une perception qu'il peut y avoir à l'extérieur de l'organisation syndicale. Il est vrai que nous connaissons deux ans de mobilisation quasi non-stop, mais il y a vraiment une grande détermination. En fait, de plus en plus de gens se rendent compte que ce gouvernement ne tient pas ses promesses. Personne n'a voté pour voir son salaire bloqué, personne n'a voté pour voir sa pension être diminuée. Les gens sont en train de voir que derrière les slogans et les promesses électorales, il y a une autre réalité qui est en train de se dessiner. Non, il n'y a pas de lassitude. Je n'ai pas encore eu en face de moi un militant qui est venu me dire: 'Selena, il faut qu'on arrête.' Nous aurons un comité fédéral le 8 septembre, qui décidera du plan d'action de la rentrée. Rien n'est exclu pour le moment. Mais pour être clair, oui, la question de la grève générale sera posée."*

# Écolo veut investir 1 % du PIB dans la lutte climatique

■ Gilles Vanden Burre, coprésident des verts, propose un plan d'urgence.

Entretien Frédéric Chardon

Face aux bouleversements climatiques de cet été, Écolo réclame une réaction forte du pouvoir politique. Relégués dans l'opposition, les verts pestent face à ce qu'ils perçoivent comme de la passivité de la part des ministres en place. Dans *La Libre*, début juillet, Gilles Vanden Burre avait notamment pointé l'absence de leadership de Jean-Luc Crucke (Les Engagés), ministre fédéral de l'Environnement. Après les critiques, le coprésident d'Écolo veut désormais mettre des propositions sur la table.

*"Cet été a touché les gens dans leur chair, des gens sont décédés en Belgique. En raison des canicules, on n'avait plus vu une telle surmortalité depuis longtemps, déplore Gilles Vanden Burre. La colère m'anime mais, ma priorité, c'est que cela ne se reproduise pas dans les prochaines années. On sait que les températures*

*vont continuer à augmenter et il faut mieux protéger nos citoyens. Nous voulons un basculement, nous appelons à passer dans une phase d'urgence climatique pour toutes les politiques menées, du niveau communal au niveau fédéral. Tous les services de l'État doivent avoir un plan de lutte contre le dérèglement climatique. La protection civile, les pompiers, la Défense, etc., doivent agir selon un plan structuré."*

**La base légale existe déjà**

Les verts rappellent que l'arsenal juridique nécessaire existe déjà, au fédéral en tout cas. *"La loi Climat a été votée au parlement en janvier 2024, rappelle le coprésident. Elle demande à tous les départements de l'État d'avoir un budget en lien avec la lutte contre le réchauffement climatique. Ce texte a été partiellement mis en œuvre: on parle tous les jours du Cerac (Climate Risk Assessment Center). Cet organisme a été mis en place sur la base de cette loi. Mettons désormais en œuvre la totalité de cette loi Climat."*

Quant aux moyens à affecter à ce plan, Écolo va assez loin. *"Il faut investir 1 % du PIB belge par an dans la lutte contre le dérèglement climatique, c'est-à-dire 6 milliards d'euros environ. Dans d'autres secteurs, on a déclaré également ce genre d'objectif budgétaire, je pense évidemment à la Défense. Cette somme sera destinée à protéger nos concitoyens quand il y a des canicules, des incendies, à très court terme. Mais aussi à plus long terme, ce budget doit faire en sorte que les émissions de CO<sub>2</sub>, la pollution baissent. Le Cerac l'a chiffré: l'été que nous venons de vivre, nous a justement fait perdre 1 % de PIB. Donc, ne pas agir met à mal notre prospérité. À l'horizon 2050, selon le Bureau du plan et le Cerac, l'inaction en matière de climat coûtera à la Belgique entre 3 et 5 % du PIB."*

**Prendre (un peu) à la Défense**

Où puiser l'argent? Les gouvernements sont déjà écrasés par leurs soucis budgétaires. Peut-on se permettre une nouvelle et coûteuse politique? Gilles Vanden Burre estime qu'il est possible de financer les 6 milliards par an qu'il réclame en allant les puiser dans d'autres politi-

ques: *"Le gouvernement fédéral a fait certains choix politiques: 17 milliards pour la Défense, zéro pour le climat... On aurait pu faire d'autres choix. Il faut rééquilibrer les choses, il faut un débat. Une partie de la politique climatique que nous réclamons viendrait d'une réaffectation partielle des crédits alloués à la Défense. On peut aussi aller chercher un ou deux milliards dans les subsides aux énergies fossiles. En outre, l'Europe a permis, durant la crise sanitaire, des emprunts à un taux de 0 %. Ce mécanisme est toujours possible aujourd'hui, mais on ne l'active pas..."*

**Pas de "taxe Climat"**

Enfin, le coprésident d'Écolo l'assure: il ne compte pas financer son grand projet par l'impôt. Pas de "taxe Climat". *"Nous ne souhaitons pas de taxe en plus, les budgets actuels sont suffisants. Et certaines politiques au niveau européen peuvent aussi être réorientées. Les milliards nécessaires sont déjà là. Il faut juste faire d'autres choix."*